



**Convention relative aux
droits de l'enfant**

Distr.
GENERALE

CRC/SP/22
17 janvier 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

REUNION DES ETATS PARTIES
Sixième réunion
New York, 18 février 1997
Point 6 de l'ordre du jour

QUESTIONS DIVERSES

ETAT DE L'AMENDEMENT A LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

Note du Secrétaire général

1. A l'heure actuelle, 188 Etats sont parties à la Convention relative aux droits de l'enfant - qui, dans un laps de temps exceptionnellement bref, est devenue l'instrument international relatif aux droits de l'homme ayant recueilli le plus grand nombre de ratifications.

2. En 1993, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a recommandé que le Comité des droits de l'enfant soit doté des moyens voulus pour s'acquitter sans retard et efficacement de son mandat, compte tenu en particulier du fait qu'un nombre sans précédent d'Etats avaient ratifié la Convention et présenté des rapports.

3. En 1995, le Gouvernement costa-ricien a proposé de porter de 10 à 18 le nombre des membres du Comité et a présenté à cet effet l'amendement ci-après au paragraphe 2 de l'article 43 de la Convention :

"2. Le Comité se compose de 18 experts de haute moralité et possédant une compétence reconnue dans le domaine visé par la présente Convention. Ses membres sont élus par les Etats parties parmi leurs ressortissants et siègent à titre personnel, compte tenu de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable et eu égard aux principaux systèmes juridiques."

4. Le 12 décembre 1995, une conférence des Etats parties à la Convention a adopté l'amendement par consensus.

5. Conformément aux dispositions de l'article 50 de la Convention, tout amendement "... entre en vigueur lorsqu'il a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies et accepté par une majorité des deux tiers des Etats parties".

6. Par sa résolution 50/155 du 21 décembre 1995, l'Assemblée générale a approuvé l'amendement et engagé les Etats parties à prendre les mesures voulues pour obtenir l'adhésion de la majorité des deux tiers des Etats parties le plus tôt possible.

7. Pour que l'amendement puisse entrer en vigueur, il est nécessaire que 120 Etats, sur les 180 qui étaient parties à la Convention au moment où la Conférence des Etats parties s'est réunie, notifient au Secrétaire général, dépositaire de la Convention, qu'ils acceptent cette modification. Au 3 janvier 1997, 16 notifications avaient été reçues.

8. Afin que l'amendement entre en vigueur le plus tôt possible, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 50/155, les Etats parties sont invités à notifier sans tarder leur acceptation. A cet égard, il convient de noter qu'à sa quatorzième session, en janvier 1997, le Comité a réitéré qu'il était favorable à une augmentation du nombre de ses membres dans les meilleurs délais.
